

Bulletin d'histoire politique

**Pelletier, Jacques, Les habits neufs de la droite culturelle,
Montréal, VLB éditeur, Collection Parti pris, 1994, 126 p.**

Louise Brouillet



Volume 2, Number 4, Spring 1994

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063431ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063431ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Brouillet, L. (1994). Review of [Pelletier, Jacques, Les habits neufs de la droite culturelle, Montréal, VLB éditeur, Collection Parti pris, 1994, 126 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 2(4), 47–48. <https://doi.org/10.7202/1063431ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1994

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Marsolais, Claude-V., Luc Desrochers et Robert Comeau, *HISTOIRE DES MAIRES DE MONTRÉAL*, Montréal, VLB éditeur, 1993, 323 p.

Dans la foulée du 350^e anniversaire de Montréal, Claude-V. Marsolais, Luc Desrochers et Robert Comeau nous proposent une série de portraits des hommes qui ont occupé le poste de premier magistrat de la ville de Montréal. La célébration de fêtes commémoratives a du bon; ne permet-elle pas de se retremper dans le passé, de mesurer le chemin parcouru et de mieux se préparer pour l'avenir? Mais, quand la fête est finie, il ne reste souvent pas grand-chose. Sauf si l'événement lui-même laisse des traces. *L'Histoire des maires de Montréal* constitue donc une des traces laissées par la dernière commémoration de la fondation de la métropole.

La période couverte va de 1833, année où Montréal obtint sa première charte, jusqu'à aujourd'hui. L'essentiel des informations est d'abord paru dans le journal *La Presse* au cours de 1992. L'ouvrage présente, dans un ordre chronologique, l'administration de chacun des maires, de Viger à Doré, en passant par McGill, Nelson, Beaudry, Beaugrand, Martin, Houde et Drapeau, pour ne nommer que les plus connus. Les auteurs nous présentent un survol historique des principaux événements qui ont eu lieu sous leur administration. Chaque notice est complétée d'une courte bibliographie. Le lecteur voit donc défiler devant lui trente-neuf hommes qui ont laissé leur empreinte d'abord sur Montréal, bien sûr, mais aussi, parfois, sur toute la société québécoise.

Ce ne sont donc pas des biographies complètes comme celles du *Dictionnaire biographique du Canada* ou autre. Certains des éléments biographiques sont plutôt regroupés dans la «Liste des maires». L'introduction porte sur l'évolution de la démocratie à Montréal alors que la conclusion fait le bilan de 160 années d'administration municipale. L'annexe 1 répertorie, en ordre chronologique, les divers régimes administratifs de la métropole de 1833 à 1980. L'annexe 2 porte sur les modes de sélection des maires.

Destiné de toute évidence au grand public, cet ouvrage n'en contient pas moins des éléments importants pour le chercheur. *L'Histoire des maires de Montréal* ne remplace pas les ouvrages biographiques sur ces personnages, elle les complète et offre un jugement d'historien sur chacun d'eux.

Jocelyn Saint-Pierre
Responsable du Service de la
Reconstitution des débats
Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Pelletier, Jacques, *LES HABITS NEUFS DE LA DROITE CULTURELLE*, Montréal, VLB éditeur, Collection Parti pris, 1994, 126 p.

Ce dernier ouvrage de Jacques Pelletier bien qu'il soulève certaines réflexions fécondes sur le retour d'un certain conservatisme culturel, tant dans le monde littéraire que dans la sphère politique, perd un peu de sa crédibilité lorsqu'il prend pour cible quatre auteurs à la mode au Québec à savoir Jean Larose, Jacques Godbout, Denise Bombardier et François Ricard. Les arguments qu'il nous sert pour les qualifier de conservateurs ne paraissent pas très justifiés d'un point de vue empirique. En effet, Pelletier reproche à ces quatre auteurs de favoriser le «relais européen» et de défendre «une option de nature à plaire aux nostalgiques de la culture traditionnelle d'origine et de contenu essentiellement français». Ce reproche semble venir contredire le constat de Pelletier que Godbout comme Poulin et bien d'autres se sont grandement inspirés ces dernières années de la nouvelle vague américaine à saveur californienne. Même si ces auteurs ne se reconnaissent pas directement comme participants de ce nouveau courant, ils ne lui concèdent pas moins son caractère innovateur et progressiste.

Pour ce qui est de la tendance néo-conservatrice du modèle français, Pelletier semble oublier l'importance du retour aux valeurs traditionnelles défendues par des auteurs comme Allan Bloom aux États-Unis. En ce sens, la France n'a certes pas le monopole des écrivains à tendance conservatrice. On pourrait également reprocher à Pelletier sa démarche intellectuelle qui

transpire le règlement de comptes et l'envie à plein nez quoiqu'il se défende bien de baser son jugement sur de simples querelles entre maisons d'édition, son argument semble cousu de fil blanc. Ainsi, il s'offusque de voir Denise Bombardier publier au Seuil, il constate plusieurs références à Kundera chez Ricard qui fut préfacier et postfacier du romancier d'où ce soit-disant «retour d'ascenseur» de Ricard à l'écrivain tchèque. Pourtant, si Pelletier constate chez Ricard une tendance conservatrice, il ne manque pas d'éloges pour Kundera qu'il reconnaît comme étant «incontestablement l'un des plus grands romanciers contemporains». Bien sûr, Pelletier reproche (non sans raison, il faut en convenir) la grande indulgence de Kundera vis-à-vis de Céline. Cependant peut-on vraiment concevoir chez Ricard ce niveau d'aveuglement idéologique?

Somme toute, le livre de Pelletier vaut le détour en ce qui concerne la tentation d'un retour à la case départ pour les tenants de l'apologie du cours classique et un tour d'horizon critique des tendances conservatrices de certains courants littéraires québécois contemporains. Il semble aussi intéressant qu'il mette en lumière l'espèce de confrérie littéraire québécoise qui se congratule, s'encense et parfois se condamne à l'intérieur d'un cercle très étroit de bons copains fréquentant les mêmes milieux culturels et les mêmes maisons d'édition (ce qui n'est pas sans rappeler le fameux livre «Les intellocrates» qui soulignait le côté un peu snob et élitiste du monde littéraire français). Ceci dit, je n'arrive pas à saisir le lien entre ces quatre protagonistes qui n'ont, tout compte fait, pas grand chose en commun sinon leur éditeur et leur cercle d'amis. Le fil est bien tenu pour tendre son filet et retenir le poisson-lecteur dans les mailles de cette diatribe à saveur gauchiste qui sent un peu, elle aussi, la nostalgie...

Louise Brouillet
Professeure au Collège André-Laurendeau
et étudiante au doctorat à
l'Université du Québec à Montréal

Kaufman, Burton I., *THE PRESIDENCY OF JAMES EARL CARTER, JR. LAWRENCE, University Press of Kansas, 1993, 245 p.*

Dans cette étude, Burton Kaufman, professeur d'histoire à «Virginia Tech», cherche à faire le point sur la présidence de Jimmy Carter. De cette dernière, il brosse un bilan défavorable, la qualifiant sans ambages de «médiocre» (p. 3) et ce, en dépit de la promulgation de mesures significatives («Energy Security bill», «Alaskan lands bill», etc.).

Ainsi, après avoir dit un mot sur les quelques bourdes commises par Carter pendant la campagne présidentielle de 1976 (dont son entrevue à la revue *Playboy*), l'auteur reproche notamment au 39^e président des États-Unis son manque de leadership, sa nomination de Griffin Bell au poste de ministre de la Justice alors que ce dernier est membre de groupements ségrégationnistes, de même que son attitude malhabile en 1977 lors de l'«Affaire Bert Lance» où il persiste à appuyer son directeur du budget même si celui-ci est manifestement impliqué dans un scandale.

Surtout, Kaufman souligne que Carter n'a pas de philosophie politique clairement articulée, d'où l'absence d'une stratégie cohérente pour juguler le problème domestique le plus important de ces années: l'inflation. Cette réalité aide aussi à comprendre pourquoi le président démocrate apparaît tantôt conservateur (économie), tantôt libéral (environnement, droits civiques). De plus, l'auteur, qui reconnaît les multiples qualités humaines de Carter, ne manque pas de faire état de sa piètre relation avec le Congrès, laquelle est liée en partie au climat de méfiance existant à l'endroit du pouvoir exécutif en ce contexte post-Watergate et au fait que son administration ne cultive que très modestement les liens avec les leaders parlementaires. Cette relation boiteuse avec le pouvoir législatif aura pour effet de compromettre quelques-unes de ses initiatives domestiques, entre autres dans le domaine de l'énergie (rejet en 1980 du «Energy Mobilization Board» et de sa mesure visant à imposer une surtaxe sur le pétrole importé). Par ailleurs, malgré les accords de Camp David de 1978 qui marquent de «high point of the Carter presidency» (p. 120) et de certains autres succès notables au chapitre des relations extérieures (traités sur le canal de Panama, officialisation du rétablissement des liens diplomatiques avec la Chine populaire, etc.),